

Attention aux dérives !

Le 22 juillet, on apprend que des échantillons ADN ont été prélevés sur presque toutes les 83 personnes arrêtées, y compris les mineurs parmi les manifestants en faveur du climat qui ont bloqué pacifiquement le 8 juillet dernier les entrées des sièges de Crédit Suisse à Zurich et d'UBS à Bâle avec des sit-in.

Ces citoyens tentaient par leur action, d'attirer l'attention sur la responsabilité que portent ces deux banques suisses, actives sur toute la planète et « too big to fail », face aux investissements qu'elles pratiquent dans le commerce des matières premières très nocives pour l'environnement, responsables en grande partie de l'augmentation du CO2 dans l'atmosphère terrestre. Ces manifestants cherchent à réveiller les consciences face aux problèmes climatiques qui impacteront toute la population ; ils veulent mettre en perspective les profits immédiats et le pouvoir de l'argent face aux responsabilités environnementales.

Les autorités des deux cantons ont confirmé avoir prélevé ces échantillons, dont certains rejoindront une banque de données génétiques... Une telle pratique a de quoi inquiéter et paraît pour le moins disproportionnée face aux événements. Quelle protection de la sphère privée et de la personnalité est-elle encore prise en considération ?

De tels événements peuvent paraître anodins. Pourtant, en prenant un peu de recul, je ne peux m'empêcher de tirer un parallèle avec la jeune capitaine allemande arrêtée en Italie pour avoir forcé l'entrée d'un port afin d'y débarquer les migrants rescapés du naufrage en Méditerranée.

Sale temps pour les droits humains ! Les citoyens manifestants, réveilleurs de conscience et ceux qui font preuve d'humanité sont traités en dangereux criminels pendant que la grande finance, l'économie et une certaine politique ne supportent pas d'être remises en question par les populations. Si nous ne restons pas vigilants, nous nous réveillerons trop tard en constatant que le peuple et les citoyens, si présents dans les discours patriotiques du premier août, n'ont plus grand chose à dire et sont pieds et poings liés face aux lois qu'ils ont eux-mêmes laissées appliquées de manière excessive !

Josiane Aubert, ancienne Conseillère nationale, la Vallée